



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un Consultant chargé de réaliser une Etude de faisabilité technique et économique et impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national

Février 2025



Titre : Termes de référence pour le Recrutement d'un Consultant chargé de réaliser une Etude de faisabilité technique et économique et impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national

<i>Ministère</i>	Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias
<i>Projet</i>	Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique
<i>Activité 2.4.3.10</i>	AT - Consultant pour réalisation d'une étude de faisabilité technique et économique et impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national.
<i>Bénéficiaire</i>	Office Burundais des Recettes (OBR)

I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a reçu un financement de la Banque Mondiale pour la mise en place du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique du Burundi (PAFEN) en sigle « le Projet » d'un montant total de 92 millions de dollars américains, y compris le financement additionnel pour la modernisation de la gestion des finances publiques (GFP), et financer ses activités. Il est prévu qu'une partie des ressources de ce financement soit utilisée pour financer les prestations d'un Cabinet chargé de faire une « **Etude de faisabilité technique et économique et impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national** ».

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Objectif et Description du Projet PAFEN

L'objectif du PAFEN est d'accroître l'accès à l'Internet haut débit, en particulier pour les communautés mal desservies, et améliorer la capacité du gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique

Les activités du projet viseront à accroître l'adoption du numérique en élargissant la couverture du réseau et la base existante de consommateurs de services numériques par le biais d'initiatives qui stimulent l'investissement dans des infrastructures à large bande durables et intelligentes sur le plan climatique et catalysent la demande croissante de services électroniques par le biais de programmes d'accès numérique.



Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

Composante 1: Accès et inclusion numériques

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique
- Sous -composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
- Sous -composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne
- Sous -composante 2.2 : Infrastructure et plateformes gouvernementales numériques partagées et capacités de l'administration publique
- Sous -composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
- Sous -composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de GFP

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet.

Composante 4 : Composante de réponse d'urgence

Le PAFEN soutiendra une série de réformes visant à (i) renforcer le secteur des infrastructures numériques, le rendant plus attractif pour les investissements ; (ii) à rapprocher les services des citoyens et à améliorer l'efficacité et la transparence du secteur public ; et (iii) soutenir l'utilisation des technologies numériques et des données pour faciliter la prise de décisions politiques et promouvoir les investissements.

Le projet est administré par une unité de gestion du projet (UGP) au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

Parmi ses activités, le Projet cherchera à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres juridiques, réglementaires et institutionnels solides, d'une infrastructure numérique abordable, économe en énergie et résiliente, et de plateformes publiques numériques partagées, interopérables et sécurisées, et ainsi soutenir l'augmentation progressive des services électroniques transactionnels et une plus grande utilisation des technologies numériques par l'administration publique du Burundi.

La Sous-composante 2.4 « **Modernisation des principaux processus de GFP** » dédiée à l'amélioration de l'efficacité et la transparence des domaines clés de la GFP, grâce à la réingénierie des processus soutenue par les technologies numériques, fournira un mécanisme d'assistance



technique pour les principales priorités du gouvernement et renforcera l'UGP PAFEN avec des recrutements supplémentaires et la réhabilitation d'un site dédié au projet.

Le projet est mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP) mise en place au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

III. JUSTIFICATION DE L'ETUDE

L'Office Burundais des Recettes (OBR) est engagé dans un processus de digitalisation des taxes internes afin d'améliorer l'efficacité et la transparence de la collecte fiscale. Un des avantages de la digitalisation est la disponibilité des données fiables et faciles d'accès. De plus, des travaux qui étaient manuels deviennent automatiques, libérant ainsi des ressources humaines qui peuvent ainsi se consacrer à d'autres tâches. Dans ce contexte, il est essentiel de requérir une assistance technique sur la faisabilité technique et économique et l'impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national.

Dans le cadre du projet PAFEN, en rapport avec la digitalisation des taxes internes et sous le financement de la Banque Mondiale, il est prévu le recrutement d'un consultant pour l'étude de faisabilité technique et économique et impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national.

IV. OBJECTIFS DE L'ETUDE

1.1 . Objectif global

L'objectif global de l'étude est de produire une assistance technique sur la faisabilité technique et économique et l'impact social sur l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables sur le territoire national mise en place dans le cadre de la digitalisation des taxes internes.

L'étude vise à fournir aux autorités de l'Office Burundais des Recettes toutes les informations relatives à la faisabilité technique, la faisabilité économique ainsi que l'impact social de l'automatisation de la collecte des données de la facturation effectuée par les contribuables en vue d'exploiter efficacement les avantages de la digitalisation et améliorer l'efficacité de la collecte fiscale et de réduire la fraude fiscale.



PAFEN
PARTNERSHIP FOR AFRICA'S
ECONOMIC AND FINANCIAL
DEVELOPMENT



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA

1.2 . Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants :

- Examiner les systèmes de collecte de données de facturation existant au Burundi, y compris leurs forces et leurs faiblesses ;
- Evaluer la faisabilité technique de l'automatisation de la collecte des données de facturation des contribuables au Burundi en tenant compte des facteurs tels que la disponibilité de la technologie et la compétence requise ;
- Evaluer la faisabilité économique de l'automatisation de la collecte des données de facturation des contribuables au Burundi en tenant compte des facteurs tels que les coûts d'investissement, les coûts d'exploitation et les avantages potentiels ;
- Evaluer l'impact social de l'automatisation de la collecte des données de facturation des contribuables au Burundi en tenant compte des facteurs tels que l'impact sur l'emploi, la protection des données et l'inclusion sociale ; l'accent étant mis sur la détermination de l'impact sur les personnes et les entreprises à faible revenu, ainsi que sur les femmes et les entreprises appartenant à des femmes.
- Formuler des recommandations sur la conception et la mise en œuvre d'un système d'automatisation de la collecte des données de facturation des contribuables au Burundi.

Plus particulièrement, l'étude de faisabilité couvrira les éléments suivants :

1. La collecte de données primaires,
2. La collecte des données secondaires,
3. L'analyse comparative des systèmes existants au Burundi,
4. Les entretiens avec les parties prenantes,
5. L'évaluation des risques potentiels,
6. L'examen des systèmes et des technologies disponibles ailleurs, évaluation de leur compatibilité avec les systèmes existants au Burundi,
7. L'identification des exigences en matière de sécurité des données,
8. L'évaluation des coûts et des économies associés à l'automatisation de la collecte des données de facturation : les coûts initiaux de mise en œuvre, les économies potentielles à long terme et les avantages financiers pour les contribuables et l'Administration fiscale ;
9. Les implications sociales de l'automatisation pour les contribuables, les employés et les autres parties prenantes ; l'accent étant mis en particulier sur l'impact économique à



moyen et long terme sur les moyens de subsistance des citoyens à faible revenu et les femmes.

10. L'évaluation de la facilité d'utilisation pour les contribuables, notant l'accessibilité financière des terminaux, l'accessibilité aux réseaux Internet et la fiabilité du réseau électrique.
11. L'identification des avantages sociaux tels que l'amélioration de l'efficacité administrative et la réduction de la fraude fiscale ; ainsi que des impacts économiques immédiats tels que l'augmentation du coût de mise en conformité due à l'achat des terminaux
12. Les recommandations en matière de sécurité des données,
13. Les recommandations concernant les orientations sur les prochaines étapes et la planification d'une mise en œuvre progressive de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables au Burundi.

V. RESULTATS ATTENDUS

A la fin de l'étude, les résultats attendus sont entre autres :

N°	Activité	Indicateurs de résultat
1	Les entretiens avec les parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none">● Observations des parties prenantes concernant l'automatisation de la collecte des données relatives à la facturation effectuées par les contribuables. Les parties prenantes impliquées devraient être représentatives des différents niveaux de revenus existant dans le pays ainsi que de la composition par sexe.
2	La collecte de données primaires.	<ul style="list-style-type: none">● Guides d'observation.● Guides d'entretiens.● Questionnaires d'enquête.
3	La collecte des données secondaires.	<ul style="list-style-type: none">● Rapport des contribuables connectés à eBMS.● Rapport des Machines de facturation électroniques enregistrées.
4	L'analyse comparative des systèmes existants au Burundi.	<ul style="list-style-type: none">● Facturation manuelle.● Facturation électronique des entreprises utilisant des logiciels connectés à eBMS.● Facturation électronique par la Machine de Facturation Electronique (MFE) fournie par l'OBR connectée à eBMS.● Facturation électronique des entreprises utilisant des logiciels non connectés à eBMS.● Absence de facturation (ni manuelle, ni électronique).



N°	Activité	Indicateurs de résultat
5	L'évaluation des risques potentiels.	<ul style="list-style-type: none">● Liste des risques potentiels identifiés.● Classement des risques potentiels identifiés par ordre de pertinence.● Proposition de solutions pour chaque risque potentiel identifié.
6	L'examen des systèmes et des technologies disponibles ailleurs dans le monde en matière de collecte automatique des données de facturation.	<ul style="list-style-type: none">● Présentation des systèmes existants en matière de collecte automatisée des données de facturation effectuées par les contribuables dans le monde actuellement.
7	Evaluation de la compatibilité des systèmes de collecte automatisée des données de facturation existant dans le monde avec le système existant au Burundi.	<ul style="list-style-type: none">● Pourcentage de tâches automatisées par rapport aux tâches nécessitant une intervention humaine.● Facilité d'intégration du système automatisé avec les logiciels de comptabilité et d'autres systèmes pertinents.
8	Analyse de la performance du système de collecte automatique des données de facturation électronique (eBMS).	<ul style="list-style-type: none">● Comparaison entre les données collectées par le système automatisé au Burundi (eBMS) et les données de facturation d'origine (chez les contribuables).● Comparaison de la performance entre les logiciels utilisés par les contribuables et les machines de Facturation électronique (MFE) en matière de collecte automatique des données par eBMS.
9	L'identification des exigences en matière de sécurité des données.	<ul style="list-style-type: none">● Proposition des méthodes fiables de sécurité des données en matière de collecte automatique des données des factures effectuées par les contribuables tels que le chiffrement des données, l'authentification forte et la protection contre les cyberattaques.
10	L'évaluation des coûts et des économies associés à l'automatisation de la collecte des données de facturation : les coûts initiaux de mise en œuvre, les économies potentielles à long terme et les avantages financiers pour les contribuables et l'Administration fiscale.	<ul style="list-style-type: none">● Comparaison des coûts associés à l'automatisation de collecte des données de factures effectuées par les contribuables (acquisition du système, formation, maintenance, etc.) aux économies réalisées grâce à une collecte plus efficace des données pour les contribuables.● Comparaison des coûts associés à l'automatisation de collecte des données de factures effectuées par les contribuables (acquisition du système, formation, maintenance, etc.) aux économies réalisées grâce à une collecte plus efficace des données pour l'Administration fiscale.



N°	Activité	Indicateurs de résultat
11	Les implications sociales de l'automatisation pour les contribuables, les employés et les autres parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none">● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour les contribuables.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour l'Administration fiscale.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour les employés des contribuables.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour les employés de l'Administration fiscale.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour les fournisseurs de technologie.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour le Gouvernement.● Les implications sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables pour la population en général, avec une séparation de l'analyse entre citoyens avec différents niveaux de revenus (faible, moyen, supérieur) et leur sexe.
12	L'évaluation de la facilité d'utilisation des systèmes de facturation électronique pour les contribuables.	<ul style="list-style-type: none">● Temps d'apprentissage : le temps nécessaire pour qu'un utilisateur apprenne à utiliser le système de facturation électronique permettant l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables● Facilité d'utilisation : évaluation de la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent manipuler physiquement le matériel de facturation électronique.● Facilité de navigation : évaluation de la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent se déplacer dans le système de facturation électronique.● Gestion des erreurs : évaluation de la manière dont le système de facturation électronique gère ou permet la correction des erreurs.● Réactivité du système : le temps de réaction du système de facturation électronique aux actions des utilisateurs.



N°	Activité	Indicateurs de résultat
13	L'identification des impacts sociaux tels que l'amélioration de l'efficacité administrative et la réduction de la fraude fiscale, ou le coût immédiat de la conformité et son impact sur les personnes ou les entreprises à faible revenu ;	<p>Toutes les évaluations et la présentation des résultats doivent être effectuées en séparant les utilisateurs en fonction de leur niveau de revenu et de leur sexe</p> <ul style="list-style-type: none">● Améliorations de l'efficacité administrative : le temps de traitement des informations fiscales des contribuables.● Réduction des coûts de main-d'œuvre : diminution des dépenses liées au personnel impliqué dans la collecte et le traitement des données de facturation. Impact sur les pratiques d'embauche et l'emploi existant au sein de l'OBR.● Réduction de la fraude fiscale : détection des anomalies et des schémas de fraude potentiels. L'indicateur peut être le nombre d'irrégularités fiscales détectées grâce à l'automatisation et le pourcentage de ces irrégularités qui ont été résolues avec succès.● Augmentation du recouvrement fiscal : l'augmentation du montant total des recettes fiscales récupérées grâce aux efforts automatisés de détection de la fraude fiscale. Analyse de l'évolution de l'ensemble des contribuables, en notant les changements concernant différents groupes d'intérêt, tels que les particuliers ou les entreprises à faible revenu, et les entreprises féminines.● Amélioration de la conformité fiscale : le pourcentage de contribuables qui soumettent leurs déclarations fiscales à temps et sans erreur.● Réduction des erreurs de déclaration : diminution du taux d'erreurs de déclaration fiscale détectées grâce à l'automatisation de collecte des données de facturation.● Effets sur le fonctionnement quotidien des entreprises : évaluation de l'amélioration/dégradation de l'efficacité.
14	Les recommandations concernant les orientations sur les prochaines étapes et la planification d'une mise en œuvre progressive de l'automatisation de la collecte des données de facturation effectuées par les contribuables au Burundi.	<ul style="list-style-type: none">● Propositions des objectifs, priorités et capacités nécessaires pour la mise en œuvre progressive.● Evaluation des besoins.● Identification des étapes clés, délais, responsabilités et ressources nécessaires pour chaque phase de mise en œuvre.● Etablissement d'une collaboration avec les parties prenantes.● Formation et sensibilisation des parties prenantes.



N°	Activité	Indicateurs de résultat
		<ul style="list-style-type: none">● Proposition d'approche progressive par étapes : projets pilotes dans certaines régions ou secteurs spécifiques et d'extension progressive à l'ensemble du pays.● Proposition de plan de suivi et évaluation● Proposition de normes de formats de données standardisés, de protocoles de sécurité et de méthodes de vérification.

VI. BUDGET ET FINANCEMENT

Cette étude est financée par la Banque Mondiale à travers le **Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique du Burundi** (PAFEN). Le consultant proposera le coût de l'étude, y compris la production de tous les documents au début, en cours et à la fin de l'étude.

VII. DUREE ET LIEU DE L'ETUDE

La durée globale de l'étude sera négociée entre le consultant et le PAFEN mais devra s'étendre sur une période ne dépassant pas trois mois comptés à partir de la date de signature du contrat.

L'étude se déroulera à Bujumbura (Burundi) et à l'intérieur du pays suivant les endroits que lui indiquera le bénéficiaire de l'étude (OBR).

VIII. LIVRABLES ATTENDUS

Le Consultant produira les livrables suivants :

- ✓ Au démarrage de l'étude, un rapport de cadrage de l'étude décrivant l'approche méthodologique, les guides d'entretien et les questionnaires d'enquête ainsi que le chronogramme proposé dans un ordre logique convenu de commun accord avec l'OBR ;
- ✓ Tous les documents, les correspondances et les rapports de l'étude seront produits en Français ;
- ✓ Le rapport de l'étude sera livré en 3 exemplaires et sur support électronique (version Word).

IX. PROFIL ET QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

a) Compétences requises du Consultant

Le Consultant doit posséder les compétences suivantes :



- ✓ Connaissance en technologie de l'automatisation des procédures comptables et fiscales : Le consultant doit avoir une compréhension approfondie des technologies et des outils liés à l'automatisation des processus de facturation, de comptabilité et de la fiscalité. Il doit être capable d'évaluer les différentes solutions techniques disponibles et de recommander celles qui conviennent le mieux aux besoins spécifiques.
- ✓ Connaissance du secteur public : Une compréhension approfondie du fonctionnement du secteur public, en particulier des procédures de collecte des données de facturation, est essentielle. Le consultant doit être conscient des réglementations, des politiques gouvernementales et des contraintes spécifiques auxquelles les contribuables et les administrations publiques sont confrontés.
- ✓ Compétences en communication : Le consultant doit être capable de communiquer efficacement avec toutes les parties prenantes, notamment les représentants du gouvernement, les experts techniques, les utilisateurs des Machines de Facturation Electroniques fournies par l'OBR et les utilisateurs de l'application eBMS.
- ✓ Capacité d'analyse des impacts sociaux : Le consultant doit être en mesure d'évaluer les conséquences sociales de l'automatisation de la collecte des données de facturation. Cela inclut l'identification des changements organisationnels nécessaires, l'évaluation des impacts sur les emplois et les compétences, ainsi que la prise en compte des enjeux éthiques et sociaux liés à l'automatisation.
- ✓ Compétences en analyse financière : Le consultant doit posséder des compétences solides en matière d'analyse financière afin d'évaluer les coûts et les bénéfices potentiels de l'automatisation de la collecte des données de facturation. Il doit être en mesure de réaliser des études de rentabilité, d'évaluer les économies de coûts, les gains de productivité et les avantages financiers.

b) Qualifications du Consultant

- ✓ Connaissance en technologie de l'information liée à l'automatisation des processus de collecte des données.
- ✓ Disposer d'au moins cinq références dans la réalisation des études similaires.
- ✓ Expertise en gestion des risques. Une expérience antérieure dans la gestion de projets similaires serait un atout.
- ✓ Être en mesure de présenter les résultats de l'étude de manière claire, concise et convaincante, à la fois à l'écrit et à l'oral.
- ✓ Le consultant doit fournir les documents (Attestations de bonne exécution) délivrés par les organismes bénéficiaires des études et prouvant qu'il a déjà exécuté avec succès des études similaires.



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA

X. SOUS-TRAITANCE

Au cas où le consultant devra faire recours à des services sous-traités, le sous-traitant devra être porté à la connaissance du bénéficiaire (OBR) avant de rendre ses services.

Ce sous-traitant doit être validé ou rejeté par l'OBR dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours calendaires dès la réception de l'information écrite concernant le sous-traitant.

XI. APPUI TECHNIQUE

Le bénéficiaire (OBR) devra fournir tout appui technique et administrative nécessaire concernant la collecte des données de l'étude.

XII. SUPERVISION DE L'ETUDE

Lors de l'étude, le suivi et la supervision des activités seront assurés par le PAFEN.

XIII. METHODE DE SELECTION DU CONSULTANT

« Le consultant » sera sélectionné selon la méthode de consultant individuel, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale, édition de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».